

# FRANÇOIS FILLON

## “ L’ASSOMMOIR FISCAL TUE L’ÉCONOMIE FRANÇAISE ”

UN ENTRETIEN AVEC **ELISABETH CHAVELET**



Avec Elisabeth Chavelet, dans le jardin du manoir de Solesmes.

**Paris Match. Les Français doutent parfois de votre détermination. Certains vous imaginent hésitant, voire velléitaire.**

**François Fillon.** C’est une image sans fondement. Je ne vois pas d’acte de ma vie politique qui puisse étayer l’idée d’une quelconque indécision ou d’un caractère velléitaire. J’ai été élu député pour la première fois à 27 ans, j’ai présidé le conseil général de la Sarthe, présidé la région des Pays de la Loire. J’ai été au gouvernement

pendant treize ans. Je l’ai dirigé pendant cinq ans. Jamais je n’ai renoncé ou fait marche arrière. La seule fois, c’est sur la réforme de l’école dans laquelle je voulais réformer le baccalauréat. C’était sur instruction du président Chirac, je n’avais pas le choix!

**Pourquoi cette image?**

Parce que je suis réservé, je m’exprime quand j’ai à dire des choses qui me paraissent importantes. Je déteste la communication qui l’emporte sur l’action. Chaque fois que j’ai pris la décision d’agir ou d’être candidat, je suis allé au bout.

**Vous êtes donc déterminé à aller jusqu’au bout de votre candidature aux primaires puis, si vous êtes désigné, à l’Élysée en 2017?**

Totalement.

**Votre épouse, Penelope, vous soutient-elle?**

Oui, bien sûr. Penelope est engagée dans cette vie depuis tellement longtemps! Nous nous sommes mariés voilà trente-trois ans. Depuis, je n’ai jamais rien fait sans son appui.

**Elle, si indépendante, s’imagine en première dame de France?**

Nous n’en parlons pas. Mais elle m’encourage. Je n’ai donc aucun souci à ce sujet.

**Vos cinq enfants aussi applaudissent?**

Dans notre famille, nous n’avons pas besoin de nous dire les choses. Il n’y a pas de démonstration intempestive d’émotion. Aucun de mes enfants ne m’a jamais fait la moindre critique et, pourtant, ce sont eux qui ont le plus supporté les conséquences de la vie publique.

**Votre position ne les a jamais bloqués dans leurs envies ou leurs carrières?**

Ils font les carrières qu’ils ont choisies. Ils sont équilibrés et heureux. Ma fille Marie a un bébé, Jules, qui a fait ses premiers pas cet été chez nous. J’ai marié en juillet mon fils aîné, Charles. Je touche du bois mais je n’ai pas l’ombre d’un souci pour eux. Ils supportent assez bien mon parcours car j’imagine qu’ils en éprouvent un peu de fierté, du moins je l’espère.

**La famille est-elle, pour vous, essentielle à l’équilibre politique?**

Bien sûr. Une famille solide est pour moi le meilleur facteur

d’équilibre. J’ai cette capacité à fermer la porte, à maintenir une vie sereine en dehors de la politique, à prendre des vacances. Quel est donc ce pays bizarre où un président considère qu’il est indécent pour les responsables politiques de prendre quelques congés? Certes, il faut rester en alerte. Mais tout le monde a besoin de se ressourcer pour mieux agir ensuite. Il n’y a rien de pire que des décideurs stressés: c’est dans cet état qu’ils font des bêtises. Pour bien gouverner, il faut être équilibré.

**Pensez-vous devenir président de la République depuis votre enfance, ou tous les jours en vous rasant?**

Ceux qui expliquent qu’ils bâtissent leur vie sur un plan de carrière les conduisant à la présidence de la République ont une approche narcissique qui devrait plutôt susciter la méfiance. Président, ce n’est pas un métier, un “job” qu’on choisit en s’éveillant à la vie. C’est une responsabilité très lourde qui engage l’avenir de tous les Français. Il arrive un moment où vous êtes en situation d’y prétendre ou pas.

**Vous avez hésité?**

Après cinq ans à Matignon, je me suis posé la question: que puis-je apporter à mon pays? J’ai envisagé de façon très précise de m’engager dans une autre vie professionnelle. J’avais dit à Nicolas Sarkozy que s’il gagnait l’élection présidentielle, je partirais dans le privé car je n’aurais plus rien eu de nouveau à apporter.

**Aujourd’hui, vous vous sentez en situation?**

Nicolas Sarkozy a perdu l’élection présidentielle et le sort de la France m’alerte. Après avoir beaucoup consulté, j’ai senti qu’un grand nombre de gens étaient prêts à me suivre parce qu’ils partagent mon diagnostic et mes idées. Lesquels? Depuis vingt ans, la France s’est assoupie. Elle est sur la pente du déclin. Je fais mienne une formule de l’historien Max Gallo. Il explique que nous traversons, comme souvent dans notre histoire, “une crise nationale de longue durée”. Et que nous n’en sortirons que par des efforts et des sacrifices immenses. Il évoque même l’hypothèse d’une “union sacrée” comme en 1914. La formule est peut-être désuète, mais elle traduit bien le moteur de mon engagement politique. Ceux qui me rejoignent ressentent la nécessité d’un projet réformateur puissant et rassembleur. La France n’est plus assez prospère pour des demi-mesures. Mon projet sera radical...

**Un exemple?**

Personne n’ose dire qu’il faut supprimer l’impôt sur la fortune. Même à droite, c’est un sujet tabou. Moi, je dis qu’il le faut. Pas pour faire plaisir aux contribuables qui le paient, mais parce qu’il est une des causes de l’appauvrissement de la France. De moins en moins d’entrepreneurs souhaitent investir dans un pays qui prélève chaque année un impôt sur le capital, même quand ce dernier ne génère aucun revenu.

**Comment vous préparez-vous aux primaires de 2016?**

La meilleure préparation, c’est le tour de France que j’ai entrepris à la rencontre des Français. Je le fais discrètement, sans médias, pour essayer d’aller au fond des choses en dialoguant avec eux dans leur environnement professionnel et familial. Après dix-huit mois sur les routes de France, je sortirai un livre à l’automne 2014. Il mêlera mon histoire personnelle, mon regard sur le passé et mon projet politique à l’aune des témoignages recueillis sur tout le territoire.

**Beaucoup de sport, est-ce votre botte secrète?**

Le sport est la meilleure façon d’évacuer le stress. J’en ai toujours fait. Actuellement, trois ou quatre fois par semaine, du vélo, de la course à pied, de la natation...

(Suite page 52)

# “CHAQUE FOIS QUE LA FRANCE S’EST REDRESSÉE, C’EST EN ADHÉRANT À UNE AMBITION COLLECTIVE”

## Entraînement intellectuel, aussi?

Je ne peux pas vivre sans livres. Je viens de finir celui de Stefan Zweig, “Derniers messages”. Je devore toujours des biographies. J’ai également profité de l’été pour améliorer mon anglais avec quelques bons romans policiers.

**On dit que vous êtes plutôt solitaire, que vous aimez travailler avec un tout petit cercle et moins en équipe...**

J’entends souvent cette critique d’un comportement solitaire. Elle n’est pas complètement infondée. Mais quand je regarde le fonctionnement du gouvernement Ayrault, je me dis que, pendant cinq ans, les équipes dont j’ai eu la responsabilité n’ont pas si mal fonctionné. Elles ont été beaucoup plus soudées et mieux coordonnées qu’aujourd’hui.

**Le gouvernement Ayrault envoie ces jours-ci aux Français leurs avis d’imposition. Un vrai coup de bambou, d’autant qu’on leur annonce encore 14 milliards de prélèvements en plus l’an prochain. Qu’en dites-vous?**

Je lance un cri d’alarme. Je m’adresse à François Hollande et je lui demande de s’engager à un gel immédiat des prélève-

ments, en clair à ce que lui et ses ministres n’annoncent plus un centime d’euro d’impôt supplémentaire à partir de maintenant. Depuis son élection, on compte 50 milliards d’euros supplémentaires. On atteint la cote d’alerte. Cet assommoir fiscal est en train de tuer l’économie française. Il a des répercussions sur les consommateurs les plus modestes, qui subissent la flambée des taxes diverses et variées. Mais ceux qui paient le plus lourd tribut sont les Français qui perdent leur emploi ou n’en trouvent pas. Précisément parce que le niveau de fiscalité dans notre pays est tel que l’investissement est à l’arrêt.

**Que proposez-vous pour relancer l’investissement?**

D’abord, la sortie définitive des 35 heures, pour relancer la production. Ensuite, une baisse forte et claire des charges sociales, équilibrée par une augmentation de la TVA pour baisser le coût du travail. Enfin, je l’ai dit, je propose la suppression de l’impôt sur la fortune, qui décourage l’investissement. Lequel va ailleurs. Elle serait compensée par la création d’une tranche supérieure de l’impôt sur le revenu à 50 %, comme au Etats-Unis. Dans ces 50 %, on inclurait la CSG, ce qu’on ne fait pas

actuellement. Plus généralement, toute réforme fiscale doit être inspirée par notre volonté d’harmoniser la fiscalité en Europe. Car aucune monnaie dans le monde n’a réussi à fonctionner sur un territoire aussi morcelé fiscalement. Attendu que la France bat tous les records et que ce ne sont pas les autres Européens qui vont nous rejoindre, c’est nous qui devons progressivement baisser nos impôts.

**Dans un Etat “en faillite”, comme vous l’avez un jour qualifié, comment faites-vous, si vous arrivez au pouvoir, pour baisser les impôts?**

Pour baisser les impôts, il faut baisser la dépense publique. Pour cela, il faut prendre des décisions fortes. La première, la plus nécessaire, la plus efficace, est de diminuer le nombre des fonctionnaires de l’Etat, dont les salaires représentent plus de la moitié de son budget. Nous avons enclenché le non-remplacement d’un fonctionnaire sur deux partant la retraite. Il faut au minimum continuer et sûrement aller plus loin. Comme l’a fait le Canada avec succès. Mais il faut simultanément, et là nous avons échoué, diminuer le nombre des salariés des collectivités locales. Il faut donc faire la réforme du territoire sur laquelle on a toujours reculé. Cette exigence suppose de fusionner départements et régions. Il faut que progressivement les communes et les communautés de communes fusionnent aussi. Je propose sur cette réforme territoriale un référendum dans la foulée des prochaines législatives, car mon expérience du Parlement me dit que députés et sénateurs, même avec la récente loi sur le non-cumul des mandats, n’arriveront pas à faire voter cette révolution. J’ajoute dans ce référendum la diminution du nombre de parlementaires. Le Parlement ne peut pas demander à tout le monde de faire des efforts sans en faire lui-même.

**Comment qualifiez-vous l’actuel projet, encore flou, de réforme des retraites? Craignez-vous, s’il est trop timide, qu’il débouche sur une baisse des pensions? Que proposez-vous?**

La gauche n’a jamais fait preuve de courage sur la question des retraites. Sa seule décision a été de l’abaisser à 60 ans. Elle a combattu le passage à 40 annuités, en 1993. Combattu l’alignement sur le privé de la fonction publique avec son passage à 40 annuités, également en 2003. Combattu encore le recul de l’âge de la retraite à 62 ans, en 2010. J’étais plutôt agréablement surpris quand François Hollande a annoncé une réforme des retraites. J’ai même indiqué que j’étais prêt à la soutenir si elle était raisonnable. Tout l’été, on nous a distillé jour après jour des informations pour montrer qu’au fond il n’allait quasiment rien se passer, sauf une hausse de la CSG. C’est une folie! Une impasse totale! Dans le contexte d’allongement de la vie, il n’y a pas d’autre réforme efficace que de reculer l’âge légal. La plupart des pays occidentaux sont déjà à 65, voire 67 ou 68 ans. Il faut le faire chez nous intelligemment, par étape à 65 ans. En dehors de cette décision-là, la gauche restera dans son attitude habituelle de lâcheté sur cette question.

**Avec quelles conséquences pour les retraités actuels et futurs?**

J’en vois deux. D’abord, la baisse du niveau des pensions. Elle sera mécanique s’il n’y a pas assez de cotisants pour le nombre des retraités, puisqu’on ne va pas relever éternellement le taux de la CSG. Je crains aussi une sanction des marchés financiers à cette fausse réforme, car le gouvernement en a fait le cœur de sa communication financière vers l’extérieur. Soit ils nous prêteront moins, soit plus cher.

**Vous avez décidé de mettre le progrès au cœur de votre projet. Comment jugez-vous le principe de précaution qui empêche, en France, les recherches sur l’exploitation du gaz de schiste?**

Ma première responsabilité gouvernementale fut ministre de la Recherche en 1993. J’ai toujours été une sorte de positiviste qui croit en la science, la technologie et le progrès. La France est le pays qui a inventé la machine à vapeur, la photographie, le cinéma, l’automobile, l’aviation, les vaccins... J’ai vu progressivement mon pays se détourner du progrès et de sa confiance en la science, et adhérer à une idéologie de la précaution et du risque zéro. Avec le principe de précaution, aucun chercheur français ne serait allé au bout de son rêve et la France n’aurait jamais éclairé le monde de ses découvertes. Je suis pour supprimer le principe de précaution et le remplacer par un principe de responsabilité. En affirmant, parce qu’il a peur des écologistes et des réactions du terrain, qu’il n’y aura même jamais de recherche sur le gaz de schiste, François Hollande a pris une position terrible. Il prive la France d’une ressource énergétique très importante avant même d’avoir laissé les chercheurs se prononcer. Et il handicape les générations futures.

**Sur toutes ces questions brûlantes que vous n’avez pas réglées durant le précédent quinquennat, faut-il que l’UMP se livre à un droit d’inventaire?**

Je n’ai jamais parlé de “droit d’inventaire” mais d’une capacité d’analyse critique. Cette ardeur à vouloir tout à coup faire l’inventaire est un peu saugrenue, et la façon dont tout cela est présenté en ce moment est un cadeau pour la gauche. Ce dont la France a besoin, c’est un plan stratégique pour sortir de la crise. Depuis un an, je dis qu’on ne peut pas bâtir un projet d’avenir sans se retourner vers notre action passée afin de tirer les leçons des décisions prises ou enterrées. Jusqu’en 2016, nous devons constamment faire des allers-retours entre le projet et le bilan. C’est un travail permanent que j’ai entrepris avec les Français. Je n’accepte plus aucune autorité dans ce domaine.

**De combien avez-vous fait don à l’UMP?**

J’ai participé comme beaucoup de Français au sauvetage de notre parti, qui était sur le point de faire faillite en raison d’une décision lourde du Conseil constitutionnel. L’immense mobilisation des Français est un geste d’opposition spectaculaire que je tiens à saluer. Mais la vraie question n’est pas que là. Il y a eu une élection à la présidence de l’UMP. Je considère que j’avais obtenu la majorité. Il y a eu la crise. On a trouvé un accord. Cela fonctionne de façon satisfaisante. Mais je suis contraint de trouver les moyens de mon action politique. Je ne m’en plains pas, et j’en ai tiré quelques conséquences. J’ai choisi de la financer moi-même en créant Force républicaine.

**Avez-vous été récemment en contact avec Sarkozy?**

On s’est parlé régulièrement durant toute cette dernière période. Un peu moins depuis deux mois...

**Vous vous présentez en rassembleur. Est-ce pour bien vous distinguer de l’ex-président, réputé plutôt clivant?**

Si vous pensez que la France ne va pas si mal et qu’elle a seulement besoin d’une politique un peu différente, alors vous pouvez jouer l’alternance classique, l’affrontement droite-gauche, viser la seule victoire d’un camp sur l’autre aux élections. Si vous considérez, au contraire, et c’est mon cas, que la France est en

Le 24 août, François Fillon dans sa combinaison de pilote automobile.



train de perdre sa substance, sa place dans le monde, vous avez besoin de rassembler très au-delà de votre camp. Chaque fois que la France s’est redressée dans l’Histoire, c’est en adhérant à une ambition collective. Je veux essayer de rassembler les Français car je pense qu’il n’y a pas d’autres solutions pour rester une grande nation.

**Vous êtes réconcilié avec Jean-Louis Borloo?**

Je veux parler avec tous. Avec Jean-Louis Borloo, pour qui j’ai de l’estime et du respect. Avec François Bayrou, pour qui j’ai de l’amitié, même si je ne peux pas comprendre son choix de voter François Hollande à la dernière élection présidentielle. Avec les électeurs du Front national qui, pour beaucoup d’entre eux, sont des patriotes n’aspirant qu’au redressement de notre pays et à l’exemplarité de ses dirigeants.

**Allez-vous vous engager pour les municipales?**

Elles vont être très importantes. Je m’y engagerai à fond. Depuis quinze ans, nous sommes allés d’échec en échec à toutes les élections locales. La reconquête passe par la reprise des territoires. Je serai sur le front des municipales chaque semaine à

partir de maintenant. Je pense qu’il y aura une poussée en notre faveur, ne serait-ce que parce qu’il y a un rejet de la politique actuelle. J’espère qu’elle se manifestera, entre autres, par le gain de Paris, Marseille et Lyon. Mais limiter la France à Paris, Marseille, Lyon, c’est juste oublier les trois quarts de la population.

**Vous êtes bien sûr de vous! Hollande a quand même marqué un point en annonçant la reprise le 14 juillet...**

Il se trompe totalement, c’est même indécent de parler de reprise quand on est en train de discuter pour savoir si on sera à + 0,1 % ou - 0,1 % à la fin de l’année. A défaut d’avoir pris sur la réalité, François Hollande veut avoir prise sur la façon dont cette réalité va être ressentie par les médias. Il n’y a pas dans tout cela le début du commencement d’une reprise réelle.

**La situation est gravissime en Syrie. Vous vous entendez bien avec Poutine, qui met**

**le veto de la Russie à l’Onu sur toute décision. Que lui dites-vous?**

Quand nous étions tous deux Premiers ministres, nous avons travaillé ensemble et résolu plusieurs sujets même sur fond de profonds désaccords. Poutine est quelqu’un avec qui on peut discuter, à condition de respecter son point de vue et d’accepter, au moins, de l’entendre. Je ne lui ai pas parlé récemment, j’aurai l’occasion de le faire dans quelques semaines puisque j’irai en Russie et que je le verrai. Je lui redirai ce que je lui ai dit depuis deux ans sur le sujet, à savoir que la Russie se grandirait en étant le vrai moteur de la recherche d’une solution en Syrie. La seule issue à la crise syrienne est une réunion à Genève, sous l’égide des Nations unies, des belligérants, des Américains et des Russes avec la participation de l’Iran, de l’Arabie saoudite et, naturellement, des Européens. La seule façon d’obtenir réellement la fin des combats, c’est d’obtenir des Russes qu’ils forcent Bachar El-Assad à venir à la table des négociations.

**Et si Hollande vous demandait d’être son missi dominici auprès de Poutine, vous accepteriez?**

Je pense qu’Angela Merkel et François Hollande ont les moyens de convaincre Poutine d’accepter cette discussion. ■